

Le Proche-Orient dans le système mondial The Middle East in the World System

Thierry Hentsch

Volume 12, Number 4, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701274ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701274ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hentsch, T. (1981). Le Proche-Orient dans le système mondial. *Études internationales*, 12(4), 691–716. <https://doi.org/10.7202/701274ar>

Article abstract

The Middle East is generally perceived in the West, often in simplistic terms, as an area which is crucial to the West's economic and strategic interests. Given the complexity of this new « Eastern question », the Western perspective is important because it counts for a lot in determining the future of this region and in defining the position the Middle East holds in the world System. This dominant perspective has nonetheless the defect of putting on the back burner the interests of the peoples of the Middle East and the possibilities of a different scenario which corresponds less with the designs of the great powers today and more with the needs of the Middle Eastern countries.

The present and future position of the Middle East in the world System should thus be examined from an internal viewpoint as much as from an external one. Seen from the outside, the region appears essentially as a pawn. From this perspective, the deterioration of the Palestinian question permits the great powers (particularly the United States) to keep the Arab governments divided and thus blocks the way to regional cooperation susceptible to putting the energy resources of the oil producers at the service of self-directed development in the region. Seen from the inside, however, this cooperation, beyond its economic advantages, has interesting social and cultural possibilities. It is thus a question of knowing which conditions would develop these possibilities. The question is important because, to a certain extent, the outcome of the Middle Eastern situation will serve as an example to the Third World as a whole to the extent that the Middle East develops a strategy for a new kind of development defined and carried out free from dependency on external powers. The precondition to this effort is clearly the formulation and effective maintenance of a common Arab position which is coherent and realistic on the Palestinian question ; inevitably this is central to all Middle Eastern policy.

LE PROCHE-ORIENT DANS LE SYSTÈME MONDIAL

Thierry HENTSCH*

ABSTRACT — *The Middle East in the World System*

The Middle East is generally perceived in the West, often in simplistic terms, as an area which is crucial to the West's economic and strategic interests. Given the complexity of this new « Eastern question », the Western perspective is important because it counts for a lot in determining the future of this region and in defining the position the Middle East holds in the world system. This dominant perspective has nonetheless the defect of putting on the back burner the interests of the peoples of the Middle East and the possibilities of a different scenario which corresponds less with the designs of the great powers today and more with the needs of the Middle Eastern countries.

The present and future position of the Middle East in the world system should thus be examined from an internal viewpoint as much as from an external one. Seen from the outside, the region appears essentially as a pawn. From this perspective, the deterioration of the Palestinian question permits the great powers (particularly the United States) to keep the Arab governments divided and thus blocks the way to regional cooperation susceptible to putting the energy resources of the oil producers at the service of self-directed development in the region. Seen from the inside, however, this cooperation, beyond its economic advantages, has interesting social and cultural possibilities. It is thus a question of knowing which conditions would develop these possibilities. The question is important because, to a certain extent, the outcome of the Middle Eastern situation will serve as an example to the Third World as a whole to the extent that the Middle East develops a strategy for a new kind of development defined and carried out free from dependency on external powers. The precondition to this effort is clearly the formulation and effective maintenance of a common Arab position which is coherent and realistic on the Palestinian question; inevitably this is central to all Middle Eastern policy.

INTRODUCTION

Le Proche-Orient est à la mode. Réservoir mondial d'énergie et zone de conflits, voilà qui le résume aux yeux des consommateurs extérieurs à la région, toujours anxieux de voir une guerre ou une autre menacer leur accès aux puits de pétrole. On ne déduit couramment que le Proche-Orient constitue une région « stratégique », objet des convoitises et des manoeuvres de grandes puissances, enjeu possible, voire probable, d'une troisième guerre mondiale. Qu'en est-il au juste? Que cache cette vision à la fois réaliste et simpliste du Proche-Orient? C'est un fait que le grand quadrilatère qui sépare la Méditerranée orientale de l'Océan indien (Machrek) et son prolongement nord-africain (Maghreb) contiennent une

* Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

concentration de problèmes peu commune. Cette « densité » spécifique du Proche-Orient en fait incontestablement une zone cruciale du système mondial, mais pour des raisons, je crois, plus complexes qu'il n'y paraît au premier abord. La « question d'Orient », dans sa version contemporaine, ne se réduit pas à une quelconque « guerre du pétrole », si l'on entend par là poser la question de savoir qui de l'URSS ou des États-Unis contrôle et contrôlera les réserves d'hydrocarbures de la région. De façon générale, cette vision du Proche-Orient en tant qu'enjeu, réaliste à bien des égards, trahit le regard extérieur, tel que l'Occident et l'historiographie occidentale l'ont pendant longtemps posé, avec la tranquille assurance des prédateurs. Depuis bientôt une décennie que cette assurance s'effrite, il n'est pas surprenant que ce même Occident considère cette dégradation (qu'elle soit réelle ou le résultat d'une crainte anticipée) comme le fruit de la « pénétration soviétique » dans la région, ou, du moins, comme une porte ouverte à cette pénétration. D'objet de rivalités entre puissances européennes, le Proche-Orient est devenu, pour les Occidentaux, un lieu dangereusement privilégié de l'affrontement Est-Ouest, alors même que les pays producteurs de pétrole de la région semblaient vouloir s'affirmer comme les leaders des pays dominés et déshérités dans le dialogue de sourds qui s'instituait entre les pays capitalistes avancés et le tiers monde. Cette effort de contestation n'a été perçu par l'Occident que comme une ombre nouvelle portée au tableau proche-oriental : sans cesser d'être une pomme de discorde, le Proche-Orient devenait, avec les revendications de l'OPAEP (et de l'OPEP en général), une source d'inquiétude supplémentaire ; il menaçait, soi-disant, la prospérité de l'économie occidentale.

Si révélatrice que soit l'importance du regard extérieur quant à la position du Proche-Orient dans le monde, cette région peut et doit être également appréhendée de l'intérieur, en dépit des divisions qui la déchirent (et ne serait-ce que pour mieux comprendre la source et la nature de ces divisions). Vu de l'intérieur, en effet, le Proche-Orient fait partie du monde arabe (à l'exception de l'Iran et de la Turquie) et le monde de l'Islam, indication claire d'une dominante, d'un fonds historique et culturel commun toujours vivace, même s'il a été partiellement étouffé par des siècles de dominations étrangères. Car ce grand « carrefour » (de civilisations, de religions, de convoitises) est aussi berceau – pour prendre un autre poncif – c'est-à-dire creuset d'une culture spécifique, convergence d'aspirations et de potentiels. Le sentiment d'appartenance à la communauté arabe constitue donc le centre de gravité culturel d'une région qui s'étend de l'Euphrate au Sahara, et dans la mouvance de laquelle s'inscrit naturellement un pays, comme l'Iran, qui bien que non arabe, apparaît étroitement lié à l'évolution globale du golfe et du Machrek.¹ À ce commun dénominateur culturel des peuples arabes s'ajoutent des ressources matérielles qui, envisagées globalement, n'ont d'équivalent dans aucune autre région du tiers-monde.

C'est donc à la fois en tant qu'enjeu (vision externe) et en tant que potentiel (vision interne) qu'il faut aborder le Proche-Orient, pour comprendre les rôles qu'il

1. Le conflit irako-iranien nous offre une claire démonstration de cette appartenance de l'Iran à la mouvance arabe : loin de consolider la « nation arabe » derrière l'Irak, le conflit, au contraire, aggrave les tensions et les contradictions en son sein, du moment que l'Iran reçoit l'appui politique de la Syrie, de l'Algérie, de la Libye et du Yémen du Sud.

joue et qu'il est susceptible de jouer sur la scène internationale, ainsi que l'importance, pour le tiers monde en particulier, des choix que les États de la région seront amenés à faire.

Ce qui fait cette importance spécifique résulte d'une série de facteurs propres, d'une part, à la région elle-même et relatifs, d'autre part, au système mondial dans lequel elle s'insère. De même que l'histoire moderne du Proche-Orient ne peut se comprendre en-dehors des rivalités et des mainmises impérialistes dont il a été et dont il reste l'objet, de même la place particulière qu'il occupe aujourd'hui dans le monde ne peut être évaluée que dans le cadre d'une analyse globale des structures économiques de la société mondiale et des rapports de force politico-militaires qui dominent le jeu des grandes puissances.

I - LE SYSTÈME MONDIAL

Les grandes lignes de forces du système mondial doivent être appréhendées à, au moins, deux niveaux distincts et inter-reliés: le niveau économique-social et le niveau politico-militaire.

L'économie mondiale, depuis plus d'un siècle, est dominée par le mode de production industriel, qui, malgré les difficultés de sa reproduction et les inégalités de son développement, n'a cessé de s'étendre sur l'ensemble de la planète. Ce mode de production, né dans les sociétés capitalistes bourgeoises de l'Europe du XIX^e siècle, s'est répandu aux quatre coins de la terre et s'est développé, suivant les périodes et les régions, avec une intensité variable et selon des modalités diverses. Malgré la diversité de ses formes, il a partout pour objectif et pour effet, plus ou moins prononcé, de développer les forces productives à travers l'accumulation du capital. Ainsi définie, cette façon de produire (que j'appelle « industrielle » faute de mieux) régit aussi bien les économies soviétique, chinoise, yougoslave, algérienne et cubaine que les économies capitalistes occidentales, japonaise ou sud-coréenne. L'Occident et le Japon bénéficient toutefois d'un avantage historique certain: ils ont été les premiers à développer la grande industrie, avec tous les avantages matériels et structurels que cette avance leur conférait sur les autres régions du globe, dont ils parvenaient ainsi à orienter le développement économique et, même, les options politiques, en fonction de leurs intérêts. Alors que les pays occidentaux et le Japon ont commencé à développer leurs forces productives de façon relativement auto-centrée et en fonction de leurs propres priorités, la croissance économique à d'emblée pris dans la plupart des autres pays un caractère dépendant, partiel et difforme, du moment qu'elle répondait pour l'essentiel à une dynamique extérieure et obéissait à des intérêts étrangers.

Quelques pays, toutefois, et non les moindres, ont entrepris le développement auto-centré de leur industrie et la modernisation (relative) de leur agriculture suivant des modalités différentes du capitalisme bourgeois et même en opposition idéologique avec lui. En ouvrant la voie dans cette direction, en effet, l'Union soviétique a mis en oeuvre un modèle de croissance qui devait inévitablement influencer, quoique diversement, d'autres États se réclamant du socialisme. Que ces États privilégient l'organisation étatique, centralisée et planifiée, de l'accumulation du capital (réduisant, suivant les régimes, à portion plus ou moins congrue sa gestion et son appropriation privée) ne les soustrait pas pour autant à l'influence globale du

système capitaliste. Cette influence s'exerce de façon manifeste à l'égard des économies étatisées et centralisées du tiers monde (Algérie, Irak, Égypte nassérienne, pour prendre des exemples proche-orientaux), où la gestion bureaucratique de l'accumulation ne suffit pas à rompre les liens de dépendance – même si elle peut en modifier certains aspects – qui les relient à un marché mondial encore largement dominé par les pays de l'OCDE.² Mais dans une moindre mesure, l'influence du système capitaliste se fait aussi sentir sur les pays membres du CAEM³ (ou Comecon). L'URSS elle-même, malgré les immenses efforts qu'elle a su déployer pour s'assurer une croissance relativement autarcique, s'est développée à l'ombre du capitalisme, au sens où elle a dû subir les contraintes que lui imposaient l'existence même de ce dernier, son efficacité économique et son avance historique.⁴ Le regroupement auquel l'Union soviétique a procédé sous l'égide du Comecon a sans doute restreint l'aire d'intervention du capitalisme en Europe orientale, mais il ne menace guère les positions de ce dernier dans le monde. En d'autres termes, le CAEM ne constitue pas un pôle économique très dynamique au plan international. Il n'est même pas parvenu à instaurer entre ses propres membres des échanges d'une intensité un tant soit peu comparable avec ceux qui se font à l'intérieur de l'OCDE,⁵ et la division internationale « socialiste » du travail reste davantage une problématique qu'une réalité. Elle se heurte notamment à la centralisation économique des pays de l'Est, qui continue à se faire sur une base essentiellement nationale.⁶ Ces limites du CAEM illustrent bien la rigidité du mode de production industriel étatique et les difficultés que ce mode éprouve à opérer en dehors, justement, des frontières des États qui l'ont adopté. Sans même parler des difficultés de croissance qu'il rencontre à l'intérieur et qui ne sont pas moindres que celles qu'on trouve dans les économies occidentales, pourtant parvenues à un stade de développement plus avancé.

Sans doute, l'Union soviétique et ses alliés européens seront-ils tentés de résoudre une partie de leurs problèmes économiques intérieurs, à l'instar du capitalisme occidental, en allant chercher dans le tiers-monde la plus-value qu'ils ont de la peine à extraire chez eux. Ce qu'ils ont commencé à faire.⁷ Mais sans compter qu'ils arrivent avec un très grand retard dans cette nouvelle « course au clocher », ils restent à moyen terme, beaucoup moins bien outillés pour s'y placer en position de concurrence dangereuse à l'égard des capitalismes occidentaux et japonais. Outre le fait que ces derniers se montrent de façon générale plus efficaces

2. « Organisation pour la coopération et le développement économique », ou club des riches, qui regroupe les pays capitalistes occidentaux, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

3. Comité d'aide économique mutuelle.

4. Voir à cet égard Rudolf BAHRO, *L'Alternative*, Paris, Stock, 1979, pp. 113-128.

5. En 1977, le commerce des pays du CAEM avec les pays de l'OCDE se montait à 30 milliards de dollars, soit plus de la moitié du commerce interne du CAEM (58 MM de \$). Ce dernier ne représentait que 4.4% du commerce mondial, alors que les échanges entre pays de l'OCDE comptent pour plus de 50% du commerce mondial. Source: ONU, *Bulletin Mensuel de Statistique*, vol. XXXII, no. 6, juin 1978, p. XX et ss.

6. Voir Zdenek SUDA, *La division internationale socialiste du travail*, Leyden, Sijthoff, 1967, 174 p.

7. Voir Charles LEVINSON, *Vodka-Cola*, Paris, Stock, 1977.

dans l'exploitation de la force de travail,⁸ aussi bien chez eux qu'à l'extérieur, ils ont développé une capacité d'organisation et de pénétration transnationales qu'il est difficile aux économies étatisées d'acquérir, pour les mêmes raisons qui, on vient de le voir, expliquent la relative inefficacité économique du Comecon.⁹ L'entreprise soviétique est limitée dans son expansion par la bureaucratie et ses frontières. La force de la grande firme capitaliste réside au contraire dans sa capacité à utiliser tous les avantages (économiques et politiques) que peut lui procurer l'État de son pays d'origine tout en gardant la liberté d'action nécessaire à son extension tous azimuts.

Ainsi, malgré les crises qu'il a traversées, malgré celles qui sévissent à l'heure actuelle en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, le système capitaliste reste aujourd'hui et pour un avenir imprévisible la force dominante de l'économie mondiale, parce qu'aucune autre force n'est capable de lui faire sérieusement concurrence, sur le plan économique, notamment dans l'exploitation des ressources humaines et matérielles du tiers monde.¹⁰ En d'autres termes, le « socialisme existant réellement » ne paraît pas en voie de relever le défi économique que Krouchtchev lançait au système capitaliste à la fin des années cinquante, et, dans l'état actuel des relations Est-Ouest, la « compétition pacifique » entre les deux systèmes ne se déroule guère à l'avantage de l'URSS et de ses alliés. Ce qui signifie que le statu quo politico-militaire profite beaucoup plus au système capitaliste qu'à celui du CAEM.

Mais au niveau politico-militaire, justement la situation se présente de façon différente. Clairement, sur ce plan, deux forces grossièrement équivalentes s'opposent et se tiennent mutuellement en respect. Malgré son handicap économique, l'URSS a effectivement réussi à bâtir une puissance militaire aussi impressionnante que celle de sa rivale. D'aucuns diront supérieure. La chose est difficile à juger : la supériorité militaire ne se mesure que dans la phase décisive de l'affrontement armé ; à moins bien sûr que cette supériorité soit tellement nette qu'elle n'ait pas besoin de passer par l'épreuve de la bataille pour être établie (ce qui n'est évidemment pas le cas ici). Je pars donc du postulat qu'il y a globalement égalité stratégique entre les deux camps en présence ; surtout si l'on considère que la Chine a, momentanément, rejoint le camp occidental et qu'elle poursuivra vraisemblablement ce rapprochement aussi longtemps qu'elle ne se sentira pas assez forte pour constituer un troisième pôle stratégique mondial comparable aux deux autres. Il faut toutefois garder à l'esprit que cette parité américano-soviétique est un phénomène

8. Voir Rudolf BAHRO, *op. cit.*, pp. 197-198, où l'auteur montre que tout en exploitant la force de travail, le système soviétique ne parvient pas à pousser jusqu'au bout la logique de cette exploitation, contrairement au capitalisme.

9. Le mot économique n'est pas redondant, car je crois que l'efficacité du CAEM demeure, mais qu'elle est essentiellement *politique* : assurer la cohésion des régimes de l'Europe de l'Est.

10. Cela ne signifie pas que les pays du tiers monde eux-mêmes ne puissent rien pour faire échec à cette exploitation ou du moins, pour la limiter. Il s'agit là d'un autre problème. Sans vouloir en débattre ici, je me contenterai de souligner que la solution à un problème de cette envergure n'est pas simple, très difficile en réalité, aussi longtemps que les pays du tiers monde (mais peuvent-ils faire autrement ?) envisageront leur développement dans la perspective du mode de production industriel. Or jusqu'aujourd'hui, aucun pays, pas même l'Iran de Khomeiny, en dépit de sa volonté de revenir à des valeurs spirituelles, n'a osé tourner le dos à ce mode production et à la « civilisation » industrielle.

récent: ce n'est qu'à partir du début des années soixante-dix que l'URSS peut réellement se mesurer à égalité avec les États-Unis sur le plan stratégique. Et, depuis lors, c'est sur ce terrain privilégié, étant donné la position économique dominante de l'Occident, que l'Union soviétique peut espérer marquer des points. Sur le terrain militaire plus encore que sur le terrain politique, du moment que l'arrivée au pouvoir dans les pays du tiers monde de régimes se réclamant du socialisme ne suffit pas à soustraire ces pays aux contraintes et à la prépondérance économiques du système capitaliste. Il semble donc que l'influence soviétique ne puisse durablement prédominer que dans les pays où l'URSS est en mesure de maintenir une présence militaire ou chez ceux qui, en raison du boycottage que leur imposent les pays capitalistes, n'ont d'autre recours que l'aide soviétique (c'est notamment le cas de Cuba).

C'est dire que l'impérialisme soviétique, très différent en cela de son rival capitaliste, est relativement lourd et rigide, parce que limité dans ses moyens. Son caractère essentiellement militaire réduit entre autres son champ d'action; malgré les progrès considérables que l'URSS a accompli dans le déploiement d'une capacité d'intervention tous azimuts et malgré l'essor de sa marine. En effet, comme les Américains en ont fait l'expérience au Vietnam, l'occupation militaire d'un territoire étranger, toujours problématique, le devient d'autant plus que ce territoire est éloigné des bases de l'occupant.¹¹ À cet égard, le Proche-Orient, peut être considéré comme une zone d'expansion soviétique assez tentante étant donné à la fois sa proximité géographique de l'URSS et la richesse de son sous-sol. Nous y reviendrons; et nous aurons l'occasion de voir ce qui fait du Proche-Orient une zone stratégique particulière.

Pour le moment, au niveau général où nous nous situons, nos observations nous conduisent à faire le point sur deux questions cruciales pour l'évaluation globale des rapports de force dans le monde et de leur évolution: la question des changements d'allégeance et, liée à celle-ci, la notion même de « zone stratégique ». Cette dernière notion est souvent utilisée à tort et à travers. Il suffit en effet qu'un point du globe vienne à ébullition pour qu'il soit aussitôt qualifié par les media occidentaux de « stratégique ». Extension *ad nauseam* de l'inépuisable théorie des dominos: tout bouleversement, où qu'il soit, risque d'affecter la solidité du « périmètre de défense » occidental et l'épanouissement de la libre entreprise. En fait, on pose ainsi la question de savoir dans quelle mesure l'impérialisme occidental est « menacé » par les changements de régimes qui surviennent dans les États dépendants du tiers monde. Il en est affecté, sans aucun doute, mais pas d'une façon telle, dans la plupart des cas, qu'il ne puisse s'adapter aux nouvelles circonstances et aux nouvelles élites en présence ou trouver des solutions de rechange. Un changement de régime ne signifie donc pas forcément un réalignement radical et sur tous les plans vers Moscou. L'expérience des bouleversements politiques intervenus dans le tiers monde montre que ces derniers ont rarement conduit, n'en déplaise aux

11. Remarquons qu'il en va de même de l'assistance militaire à un gouvernement impopulaire. La présence des troupes cubaines et des conseillers soviétiques en Angola et en Éthiopie n'est possible qu'en raison de l'appui populaire relativement important dont jouissent les gouvernements assistés et des combats qu'ils doivent mener contre des forces partiellement nourries de l'extérieur. Mais rien n'assure à l'avenir la pérennité de la présence soviétique dans ces pays.

alarmistes occidentaux, à une « mainmise » soviétique durable sur les pays concernés.

En réalité, la plupart des pays du tiers monde qui se réclament d'une voie socialiste de développement continuent à faire affaire avec les capitalistes et adhèrent à un dirigisme économique et à un neutralisme politique qui, tout compte fait, ne conviennent pas si mal aux pays occidentaux.

Il faudrait donc un basculement massif de pays dans le camp soviétique, et non pas seulement l'arrivée au pouvoir de régimes progressistes dans ces pays, pour affecter la position économique et militaire globale de l'Occident. Hors de cette hypothèse, seul le ralliement à Moscou de pays clés dans une région réellement stratégique du monde est susceptible de modifier substantiellement l'équilibre des forces. Le Proche-Orient constitue à cet égard la région stratégiquement la plus importante du tiers monde à l'heure actuelle et pour les décennies à venir. Mais avant d'examiner quel enjeu spécifique cette région représente pour l'Est comme pour l'Ouest et à quel titre elle mérite d'être qualifiée de « stratégique », il faut commencer par voir ce que le Proche-Orient représente pour lui-même : son potentiel et ses problèmes internes.

II – FORCE ET FAIBLESSE, UNITÉ ET DIVISION DU PROCHE-ORIENT

Quelle que soit la façon dont on découpe le Proche-Orient,¹² ce qu'on peut appeler la « dominante arabe » constituée à partir du VII^e siècle de notre ère le plus fort commun dénominateur des peuples de la région. Il y a là, malgré les interventions extérieures, malgré le morcellement subséquent de l'aire de civilisation arabe, une continuité historique indéniable qui a laissé des traces durables dans la conscience collective. L'Islam et la langue porteuse du message coranique conservent aujourd'hui – retrouvent même – un pouvoir évocateur profond, fondement d'un sentiment d'appartenance commune toujours susceptible d'animer un courant d'unité. À cet héritage s'ajoutent des conditions géo-climatiques similaires, des modes de vie comparables et, surtout, à l'exception peut-être de l'Arabie séoudite, et du Yemen du Nord, une même expérience de la colonisation et de l'exploitation étrangère. Cette solidarité commune s'exprime le plus vigoureusement, au niveau de la conscience populaire, autour de la cause palestinienne : encore aujourd'hui le sionisme est largement vécu du Maroc à l'Irak (et même à l'Iran) comme le stigmate le plus vif de l'impérialisme, « fait colonial »¹³ ressenti non pas seulement par ceux qu'il a directement touchés, les Palestiniens, mais par l'ensemble de la communauté arabe. Même si elle est plus problématique au niveau gouvernemental, cette solidarité a su s'exprimer positivement, concrètement, à l'occasion de la guerre d'Octobre 1973. Date importante : la quatrième guerre contre Israël a aidé les pays arabes à prendre collectivement conscience du poids grandissant de leur

12. Avec ou sans l'Iran avec ou sans Turquie, dans une définition large englobant le Maghreb, dans une définition restrictive se limitant au Machrek, etc. En tout état de cause, l'exercice n'a guère d'utilité en soi. Le découpage est fonction de la problématique. Voir à cet égard des *Cahiers du GRIPO* No. 1, Montréal, UQUAM, 1980, pp. 3-6.

13. On aura reconnu l'expression de Maxime Rodinson.

principale richesse naturelle face à l'augmentation continue de la demande mondiale d'énergie et devant l'absence à moyen terme de substituts énergétiques compétitifs.

La crise de 1973 a permis aux producteurs arabes (prépondérants au sein de l'OPEP) de vérifier concrètement le pouvoir de marchandage économique que leur conférait l'importance de leurs réserves et de leur production pétrolières.¹⁴ Mais cette concentration immense d'hydrocarbures n'est pas le seul atout du monde arabe. L'aspect spectaculaire du pétrole notamment son apparente politisation, tend à faire oublier que cette région recèle d'autres ressources, dont certaines disponibles sur place. Outre les phosphates, dont le Maghreb à lui seul renferme plus de 90% des réserves mondiales,¹⁵ les pays arabes possèdent en quantité appréciable du fer, surtout, et d'autres minerais tels que le zinc, le plomb, l'uranium, le cuivre, le charbon, le manganèse.¹⁶

Ce rapide examen suffit à montrer que le monde arabe et notamment le Machrek disposent d'atouts économiques largement suffisants, depuis 1973 surtout, pour pouvoir tenter avec succès, grâce aussi aux diverses affinités qui rapprochent les peuples de la région, sinon de former une véritable communauté économique-politique, du moins d'établir des stratégies de développement coordonnées qui favorisent au maximum les échanges inter-arabes et renforcent la solidarité régionale. À ce jour, néanmoins, les efforts déployés dans ce sens n'ont débouché sur aucun résultat probant. Presque toutes les expériences d'intégration économique arabes se sont soldées par un échec ou par un non-lieu.¹⁷ D'autres sont encore à l'état de projet. Au plan politique, la situation n'est pas plus réjouissante: aujourd'hui comme il y a vingt ans, les rivalités et les tensions, quand ce ne sont pas les conflits armés, divisent aussi bien le Machrek que le Maghreb, comme en témoigne le conflit irako-iranien.

Comment se fait-il que le potentiel intégrateur du monde arabe ait tant de peine à se réaliser? L'explication est assez simple: chaque élément de ce potentiel contient ou suscite sa propre négation; à chaque facteur de rapprochement correspond une source de division. L'histoire pour commencer; l'histoire du monde arabe n'est que pour très peu de temps celle de son unité. Unité éphémère qui ne survit guère longtemps au débordement des troupes de l'Islam hors de la péninsule arabique: la fragmentation politique de l'aire conquise pas les Arabes commence peu après les conquêtes.¹⁸ Dans un empire où, à l'origine, autorité spirituelle et

14. En 1976, les réserves de l'ensemble du monde arabe plus celles de l'Iran se montaient à 60% des réserves mondiales et la production de ces mêmes pays atteignait 50% de la production mondiale. Si l'on s'en tient au seul Machrek (qui ne comprend ni l'Algérie, ni la Libye) et que l'on exclut l'Iran, ces réserves arabes se montent à 45% des réserves mondiales. Voir, pour ces chiffres, *Le dialogue euro-arabe*, s.l. dir. de Jacques BOURRINET, Paris, Economica, 1979, p. 218.

15. Abdelhamid BRAHIMI, *Dimensions et perspectives du monde arabe*, Paris, Economica, 1977, p. 61.

16. *Ibid.*, p. 62, Brahimi note en passant que la plupart des ressources, bien que recensées, ne sont pas encore exploitées. Pour d'autres, les statistiques font tout simplement défaut.

17. Pour une relation détaillée de ces expériences infructueuses, voir A. BRAHIMI, *op. cit.*, chapitre II pp. 96-198.

18. Avec les conquêtes successives de la Syrie, de la Perse, de l'Égypte et de l'Afrique du Nord, l'empire arabe, dangereusement agrandi, perd en homogénéité ce qu'il gagne en territoire. L'unité politique de l'empire ne dure qu'un siècle, sous le Califat des Omeyades (dont le siège est à Damas) de 661-750 environ. Avec le califat des Abassides et le déplacement du « centre » de l'empire à Bagdad, cette unité politique commence déjà à s'effriter, même si nominalement le calife continue de régner sur tout l'empire.

pouvoir politique ne font qu'un, le morcellement politique et les schismes religieux vont souvent de pair, si bien que l'Islam lui-même (tout comme le christianisme) n'est pas toujours facteur de cohésion. Quant à la langue du Coran (arabe classique), elle n'est réellement trait d'union que pour les élites cultivées. Plus on s'éloigne de la patrie de Mahomet, moins la langue parlée ressemble à celle du prophète, au point qu'un Syrien et un Algérien auront beaucoup de peine à se comprendre dans leurs arabes respectifs.¹⁹ Ce n'est pourtant pas, et de loin, sur le plan culturel que les Arabes éprouvent les plus fortes divisions – l'histoire des peuples arabes, sujette à mystification, comme toute l'histoire, n'en perd pas nécessairement son pouvoir évocateur, dans la mesure où elle vient nourrir un projet commun, une communauté vivante ou renaissante.

Mais, précisément, c'est dans le présent (et son passé immédiat) que les Arabes – du moins leurs gouvernements – rencontrent le plus de difficultés à harmoniser leurs politiques (sans même parler d'union). D'abord parce que le sentiment de solidarité qui devrait cimenter la résistance à l'exploitation et aux impérialismes n'efface pas, ne suffit pas à effacer les divisions et l'aliénation héritées de la colonisation européenne. Comme ailleurs dans le tiers monde, les partages impérialiste et les administrations coloniales de naguère servent encore de base, partiellement du moins, au découpage politique de la région. Ce découpage artificiel n'a fait qu'accroître la fragmentation léguée par l'histoire antérieure. La grande Syrie, au cœur du Proche-Orient, en offre un exemple criant. Cette région du monde arabe (qui englobait alors la Syrie actuelle, le Liban, la Palestine et la Transjordanie) constituait un ensemble relativement homogène. L'idée de former avec elle, avec l'Irak et avec la péninsule arabique un vaste État arabe était tout à fait cohérente et correspondait à un large courant nationaliste.²⁰ On réalise aujourd'hui de quel potentiel un tel État jouirait ! On voit du même coup l'intérêt que les puissances occidentales avaient à morceler cet immense quadrilatère en États rivaux et à garder ainsi ce carrefour ouvert aux influences et aux pénétrations extérieures. En bloquant la voie à l'unité arabe, l'impérialisme faisait plus que préparer le terrain aux dissensions politiques, il entraînait l'extraversion et le « développement » anarchique des économies régionales. Dans ce contexte, l'implantation du sionisme, bien qu'éveillant colère et réprobation dans l'ensemble de la région, n'allait pas tarder à constituer un objet de discorde supplémentaire entre gouvernements dès le moment où, derrière toute stratégie arabe anti-sioniste, se cachaient en réalité des intérêts étatiques nécessairement divergents, voire opposés. De même, les coupures coloniales allaient, chose bien plus grave, rendre impossible une répartition équitable et une

19. Depuis deux ou trois décennies se développe toutefois à travers les media d'information et les films (égyptiens surtout) une nouvelle langue commune, une sorte d'arabe moderne dont l'usage se répand particulièrement en milieux urbains du Maghreb au Machrek.

20. Voir à cet égard l'ouvrage devenu classique de George Antonius, *The Arab Awakening*, New York, Capricorn Books, 1965. Il faut ici apporter une nuance importante : le mouvement nationaliste au Machrek n'était évidemment pas unitaire. Il faut souligner, notamment, que la montée du courant d'unité dans la péninsule arabique sous la direction d'Ibn Séoud s'est faite indépendamment du mouvement national de Syrie et que les Hachemites, qui se sont alliés à ce mouvement pour lutter contre les Turcs, se sont fait chasser de la péninsule par les Séoudiens. Il n'en reste pas moins que la formation d'un grand État arabe de la Méditerranée à la Mésopotamie (sans la péninsule arabique) était tout à fait possible et souhaitable. Quant à l'Arabie séoudite, n'avaient été les interventions de la Grande-Bretagne, elle occuperait aujourd'hui l'ensemble de la péninsule.

utilisation régionalement cohérente de revenus pétroliers. Dès le moment où cette richesse inégalement répartie permettait à certaines structures étatiques de consolider leur pouvoir, il devenait très difficile d'en redistribuer les retombées économiques sur l'ensemble du Machrek (sans même parler de tout le monde arabe). Ce qui explique qu'aujourd'hui encore la coopération et la coordination au sein même des diverses régions du monde arabe soient si peu avancées et que les ressources exceptionnelles du Proche-Orient, malgré les hausses remarquables du prix du brut servent toujours, pour la plupart, les intérêts du capitalisme occidental plutôt que ceux de la région. En fait, l'accroissement des revenus pétroliers, tout en augmentant, il est vrai, la marge de manoeuvre de certains pays producteurs (Arabie séoudite, Koweït, Libye, Abou-Dhabi – étant donné qu'il s'agit de pays à hauts revenus et à faible densité de population), cet accroissement, donc, a surtout contribué à augmenter la valeur de l'enjeu que représente le Proche-Orient : à la « position stratégique » de la région, à ses réserves colossales d'énergie, s'ajoutent depuis 1973 une masse croissante de capitaux disponibles, avides de placements, déstabilisateurs, ainsi qu'une augmentation considérable du pouvoir d'achat des États producteurs.

III – ENJEU ET POLITIQUES OCCIDENTAUX

A — La nature de l'enjeu

Pour l'Occident, l'enjeu fondamental au Proche-Orient est de nature économique plus que stratégique (au sens militaire). Enjeu stratégique, la région l'était bien davantage avant la Deuxième Guerre mondiale qu'aujourd'hui : l'Europe (et l'Angleterre avant toute autre puissance) avait alors un intérêt évident à contrôler militairement un carrefour qui commandait les voies terrestres et maritimes vers l'Orient. Les rivalités impérialistes du début du siècle s'exerçaient autour de cette nécessité stratégique et ne portaient pas essentiellement, à l'origine, sur la possession de ressources minérales dont l'importance et l'abondance ne devinrent manifestes que par la suite. Si l'on continue aujourd'hui de parler de l'« importance stratégique » du Proche-Orient, c'est que l'usage et le sens du mot « stratégique » se sont élargis au point de lui faire perdre toute signification précise. Ainsi ce n'est plus tant la position géographique que les réserves pétrolières qui sont devenues « stratégiques ». Reste à savoir si l'on entend par là que, advenant un troisième conflit mondial, le contrôle physique de ces ressources représenterait un enjeu. La question n'a pas beaucoup de pertinence. Non pas qu'un conflit mondial soit improbable, mais parce que, dans cette éventualité, c'est le rapport global des deux forces militaires antagonistes qui réglerait le sort du Proche-Orient : contrôler la région celui qui aura gagné la guerre et non pas l'inverse (avec le petit espoir que la région puisse enfin être contrôlée par ses propres habitants si, comme il est possible, les grandes puissances de part et d'autre sortent vaincues de leur affrontement).

Sans doute, la guerre pourrait-elle « se décider au Proche-Orient », mais comme n'importe où ailleurs dans le monde. En réalité, il est beaucoup plus probable que la bataille décisive se joue dans l'espace, en Europe ou dans l'Atlantique voire même sur le sol des principales puissances opposées qu'au

Proche-Orient, et l'Occident n'a pas militairement besoin des réserves proche-orientales pour mener cette bataille. Tout au plus le poids de la guerre peut-il se déplacer vers la « périphérie » (et notamment, alors, vers le Proche-Orient) si aucune victoire décisive n'intervient sur les fronts « centraux » et que les deux camps s'installent dans une guerre d'usure. Dans cette hypothèse, néanmoins, le succès de ce qui pourrait devenir la bataille du pétrole ne dépendrait guère des allégeances politiques des régimes arabes, mais encore une fois, de la position stratégique globale des belligérants (qui peut mobiliser le plus de forces, qui contrôle quels Océans, quelles routes, etc.).

Reste que la guerre peut commencer au Proche-Orient. Mais on entre alors dans une autre problématique: cette guerre résulterait de la volonté d'un des deux camps de prendre le contrôle physique, militaire, de l'ensemble de la région, entreprise à laquelle aucune des deux grandes puissances ne peut se résoudre sans avoir des raisons extrêmement graves de le faire et sans savoir qu'elle prend le risque d'une troisième guerre mondiale. C'est le sens de la déclaration que le président Carter a faite à l'adresse de l'Union soviétique le 23 janvier 1980:

Toute tentative extérieure pour prendre le contrôle de la région du Golfe serait considérée comme étant une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis et serait repoussée par tous les moyens, y compris par les armes.²¹

Le contrôle auquel Carter fait ici référence (dans le contexte de la crise afghane) ne peut être que militaire – une mainmise soviétique sur les pays de la région par des moyens purement politiques et économiques étant, pour des raisons que nous avons déjà vues, plus qu'improbable.

Quant aux « intérêts vitaux » que les États-Unis se disent prêts à défendre par les armes, ils sont de nature économique. C'est à ce niveau, je le répète, que se situe pour l'Occident, aujourd'hui plus que jamais, l'importance « stratégique » du Proche-Orient: importance, évidemment, de ses réserves énergétiques pour des économies qui, à ce chapitre, consomment beaucoup plus qu'elles ne produisent; mais importance également des nouveaux marchés qui s'ouvrent grâce à l'afflux des pétro-dollars. Le Proche-Orient est la seule région du tiers monde où ces deux aspects (ressources et marchés) se trouvent aussi puissamment imbriqués et où ils touchent d'aussi près l'ensemble de l'économie occidentale. Celle-ci peut se passer de bien des pays (y compris de certains pays riches en pétrole) mais pas de l'ensemble des gros producteurs arabes, du moins pas avant le début du siècle prochain. De même, cette économie peut tolérer de payer un prix « élevé »²² pour l'énergie qu'elle va chercher à l'extérieur, pour autant qu'elle s'assure que, d'une façon ou d'une autre, les milliards qu'elle consacre à étancher sa soif demeurent dans le circuit capitaliste et contribuent à assurer la poursuite de son propre développement. Tel est, globalement, l'enjeu que le Proche-Orient constitue pour l'Occident. Cela dit, il va de soi que tous les pays capitalistes développés ne voient pas cet enjeu dans la même perspective. Les intérêts de l'Europe et du Japon ne sont évidemment pas les mêmes que ceux des États-Unis. Et les premiers ne disposent pas non plus des mêmes moyens pour les défendre.

21. *Le Devoir*, du 10 mai 1980.

22. En fait égal au prix qu'il lui faut payer pour produire sa propre énergie.

B — Les enjeux pour l'Europe et le Japon

En 1978, malgré une légère baisse de la part des importations de la CEE en provenance des pays arabes, ceux-ci « demeurent les plus importants partenaires commerciaux de la Communauté tant en ce qui concerne les importations que les exportations ». ²³ La réciproque est encore plus marquée. Comme on peut s'en douter, les machines et les produits manufacturiers comptent pour le 77.5% de la valeur des exportations communautaires vers les pays arabes, tandis que le pétrole brut, à lui seul, représente le 88.7% de la valeur des produits importés par la Communauté de ces mêmes pays. ²⁴ Ces importations de pétrole satisfont le 69.4% des besoins d'importation globaux de la CEE, et, si l'on ajoute l'Iran (16.5%), on voit que l'Europe dépend à près de 86% du Proche-Orient pour ses importations de pétrole. L'ensemble de la balance commerciale communautaire « a toujours accusé un excédent en faveur des pays arabes ». ²⁵ Mais ce qui est remarquable c'est qu'après avoir triplé en 1974, ce déficit est revenu en 1978 à ce qu'il était avant l'escalade vertigineuse qui s'est amorcée dès la fin de 1973. ²⁶ Ce qui signifie que l'Europe a amélioré sa position économique face aux pays arabes: le taux de couverture des importations par les exportations (pour la CEE), oscillant de 39.8% à 47% pour les années 1970 à 1973, s'est élevé à 84.2% en 1978. ²⁷ Voilà qui traduit de façon remarquable la capacité de l'Europe des neuf (et sans doute de l'Europe occidentale en général) à réinjecter dans sa propre économie une part importante de l'afflux de devises provoqué par la hausse des prix du pétrole. En même temps, cette récupération confirme non moins nettement l'importance de plus en plus vitale que représente les marchés arabes pour l'Europe au fur à mesure que s'accroît la facture pétrolière. En contrepartie, les pays arabes (les producteurs de pétrole surtout) ont évidemment un urgent besoin de technologie s'ils entendent utiliser leurs revenus pétroliers dans une perspective de développement à long terme.

Bref, sur le plan économique, l'interdépendance entre l'Europe de l'Ouest et les pays arabes apparaît très forte, et les partenaires ont grand intérêt à développer leurs échanges. Sans doute, malgré les hausses successives du prix du brut, ces échanges continuent à se dérouler dans le cadre d'un système largement favorable à l'Europe (comme en témoigne la faculté de récupération que je viens d'évoquer ci-dessus). Les transferts de technologie ne menacent pas – bien s'en faut ! – la position dominante des nations industrialisées: même s'ils affectent certains secteurs de leur

23. *Structure des échanges entre la Communauté européenne et le pays de la ligue arabe entre 1970 et 1978*. Note no. VIII/1379/79-FR, Bruxelles, le 13 décembre 1979, p. 1. « Du point de vue des pays arabes, la Communauté est de loin le plus important partenaire commercial » *ibid*. En 1978 les exportations de la CEE vers les pays arabes comptent pour 14.3% des exportations extra-communautaires, alors que les exportations vers les États-Unis viennent en deuxième rang avec 13.3% *ibid*, p. 2. Au chapitre des importations en provenance des mêmes partenaires, les pourcentages sont, pour la même année, 16.6 pour ce qui est des pays arabes et 15.8 pour ce qui est des États-Unis. Quant aux pays arabes en 1977, ils exportaient le 36.9% de leurs exportations totales vers la CEE et en importaient le 47.4% de leurs importations totales. Tous les pourcentages indiqués ici sont exprimés par rapport à la valeur des exportations et importations totales.

24. *Ibid*, pp. 5-6 (chiffre pour 1978).

25. *Ibid*, p. 4.

26. *Ibid*, p. 4. Entre 1970 et 1973 le déficit annuel se situe autour de 5.000 MUCE (unités de compte de la CEE); après avoir grimpé à 18.748 MUCE en 1974, il est ramené à 4.666 MUCE en 1978.

27. *Ibid*.

économie, ils correspondent à une nouvelle phase de la division internationale du travail, qui, sans nécessairement contribuer au développement équilibré des économies arabes, pousse l'industrie européenne à de nouvelles spécialisations. Il n'en reste pas moins que les producteurs arabes de pétrole sont les pays les mieux placés du tiers monde pour tenter d'obtenir – fut-ce dans le cadre limité du dialogue euro-arabe – non seulement de meilleurs termes d'échanges mais aussi les moyens technologiques nécessaires à leur développement socio-économique, à condition, évidemment, que les gouvernements impliqués se dotent des instruments nécessaires pour assurer le contrôle et la direction de ce développement. L'Europe, quant à elle, ne perd rien, à long terme, à vendre une technologie adaptée aux besoins véritables du monde arabe, seule façon d'assurer la création de marchés stables pour l'avenir!²⁸ Enfin et surtout, le renforcement des liens et de la solidarité économiques entre les deux groupes de pays permettrait à chacun d'accroître leur indépendance face aux deux super-puissances.

Mais encore faut-il que cette volonté d'indépendance soit assez forte de part et d'autre. De part et d'autre, elle exige un effort soutenu vers la formulation d'objectifs communs. Inutile de revenir sur les difficultés qui pavent le chemin de la concertation et de l'intégration arabes. Improbable, donc, de ce côté, l'initiative pourrait venir de l'Europe: ne serait-il pas de son plus haut intérêt d'inciter ses voisins du Sud à resserrer les rangs autour d'un projet qu'elle leur proposerait? Le sommet arabe d'Alger, en novembre 1973, suite à la résolution réaliste que les « Neufs » ont adoptée quelques jours auparavant sur le conflit du Proche-Orient, ne rappelle-t-il pas à l'Europe qu'elle est « liée aux pays arabes, à travers la Méditerranée, par de profondes affinités de civilisation et par des intérêts vitaux qui ne peuvent se développer que dans le cadre d'une coopération confiante et mutuellement avantageuse? »²⁹ Appel du pied à la naissance d'un dialogue euro-arabe qui ne s'ouvrira officiellement qu'en juin 1975 au Caire avec une première réunion au niveau des experts.³⁰ Cinq ans plus tard, ce dialogue n'a pas avancé. L'impuissance des « Neufs » à formuler une politique étrangère commune les empêche de prendre toute initiative au Proche-Orient. Seule la reconnaissance par les membres de la CEE de l'OLP et du droit des Palestiniens à leur État, et cela avant les accords de Camp David ne déchirent le monde arabe, pouvait permettre à L'Europe de prétendre jouer un rôle politique significatif au Proche-Orient et d'amorcer un véritable dialogue avec les Arabes. Loin d'en arriver là, l'Europe n'a même pas réussi à établir une forme de solidarité économique avec les producteurs arabes de pétrole; bien au contraire puisque d'emblée, à la suite de la crise d'octobre 1973, elle s'est rangée – en ordre dispersé – sous la bannière étoilée pour former un front des consommateurs, que les États-Unis eux-mêmes ne respectent qu'en fonction de leurs propres intérêts. En manquant de prendre ce qui aurait pu constituer un virage historique pour l'Europe et le monde arabe, les « Neufs » ont simplement révélé une fois de plus leur absence de cohérence interne et de propos commun, sans lesquels il n'est pas

28. Même si cette coordination économique avec le monde arabe obligeait l'Europe à réduire sa consommation d'énergie (de façon à l'adapter aux besoins progressifs du monde arabe).

29. Cité dans *La Communauté européenne et le monde arabe*, Bruxelles, Commission des Communautés européennes, série « Information », 169/78, p. 23.

30. *Ibid.*, p. 24.

de politique indépendante de Washington – sauf velléitairement et cacophoniquement. C'est ainsi que, de plus en plus, à partir de 1973, et de façon qui paraît irréversible à moyen terme, les États-Unis – du moins du côté occidental – sont les maîtres du jeu au Proche-Orient. Les enjeux de l'Europe dans cette région passent obligatoirement par Washington.

Le Japon est dans une situation de dépendance encore plus grande que l'Europe pour son approvisionnement en pétrole. Néanmoins sa position paraît plus confortable pour deux raisons : 1) il peut donner à sa politique une cohérence, une continuité dont l'Europe, pluricéphale, est incapable ; 2) les Arabes n'ont guère d'attentes politiques à son égard. De tous les pays capitalistes développés, le Japon est celui qui court le moins de risque de voir ses relations économiques avec le monde arabe menacées par des remous politiques. L'accroissement éventuel des tensions entre l'ensemble du monde occidental et les pays producteurs le placerait même dans une position plutôt avantageuse : il pourrait proposer aux producteurs arabes et iraniens, en échange de garanties d'approvisionnement en pétrole, la technologie qu'ils n'obtiennent pas de l'Occident. Sa seule faiblesse réside dans la pauvreté relative de sa production militaire, carence que le Japon serait toutefois très capable de combler s'il en sentait la nécessité. C'est dire, en tout cas, que le Japon est beaucoup moins que l'Europe à la merci de la politique proche-orientale de Washington, même s'il n'est pas moins désireux de voir éclore dans la région de nouveaux marchés pour ses produits.

C — Enjeux et politique américains

Pour les États-Unis, les enjeux au Proche-Orient sont globaux : à la fois économiques et politiques, « occidentaux » et américains. Les intérêts purement américains prévalent dans la mesure où ils restent compatibles avec les besoins minimaux de l'ensemble de l'économie occidentale. Ceux de l'Europe et du Japon entrent donc forcément dans le calcul américain, mais en fonction d'une perspective d'ensemble perçue de Washington. Ainsi, sans pouvoir négliger la double nécessité pour l'Europe d'avoir accès à des sources d'énergie qui lui sont vitales et de couvrir autant que possible ses importations d'hydrocarbures par le produit de ses exportations, les États-Unis cherchent à contrer toute concertation euro-arabe susceptible de rapprocher ces deux groupes de pays et de renforcer la cohésion politique au sein de chacun d'eux. Bien plus, la dépendance énergétique dans laquelle la CEE se trouve par rapport au Proche-Orient peut et doit être utilisée, aux yeux de Washington, pour restreindre la marge de manoeuvre de ses alliés. On voit donc que le contrôle de la situation au Proche-Orient n'est pas seulement nécessaire pour la présence et pour les intérêts économiques américains, mais, tout autant, pour consolider la position dominante des États-Unis dans le système capitaliste en général. La démonstration a été faite à de nombreuses reprises déjà à propos de la crise de 1973. Chacun sait aujourd'hui que cette crise a beaucoup contribué, entre autres, à renforcer l'économie américaine face à ses concurrents européens et à accroître le pouvoir politique de Washington sur ses partenaires occidentaux. Plus récemment la crise afghane a fait l'objet d'une exploitation semblable au nom de la solidarité atlantique. Il n'est jusqu'à la prise des otages de l'ambassade américaine de Téhéran, pourtant spécifiquement dirigée contre les États-Unis et leur rôle en Iran,

que Washington n'ait tenté de récupérer à son profit pour obtenir, au nom cette fois de la morale internationale, un alignement de l'Europe sur ses positions.

La thèse de Chatelus³¹ sur la stratégie américaine au Proche-Orient s'inscrit parfaitement dans la perspective que je viens de rappeler. *Mutatis mutandis*,³² Washington agit avec le monde arabe de la même manière qu'avec l'Europe: intégrer les économies tout en maintenant – voire accentuant – les divisions politiques.

Comme le montre fort bien Chatelus, les déséquilibres qu'entraîne l'extrême inégalité de la répartition des richesses d'un pays à l'autre dans le monde arabe ne peuvent avoir à long terme que des répercussions dangereuses tant pour la région qu'en Occident. La masse énorme de surplus de capitaux générés par la production pétrolière de pays comme l'Arabie séoudite, Koweït, Abou Dhabi, d'une part, entraîne une prise de participation arabe de plus en plus grande, inquiétante, dans les entreprises occidentales et surtout ne contribue nullement à résoudre les problèmes de développement auxquels les pays arabes ont à faire face.³³ D'autre part, cette masse risque de forcer les pays exportateurs de pétrole à réduire leur production en proportion même des difficultés que les pétro-dollars pourraient éprouver à se placer, surtout si les pays occidentaux se sentaient contraints de limiter les prises de participations « étrangères » dans leur espace national. Bref, « il faut que les États pétroliers aient des perspectives d'utilisation de leurs énormes revenus ». ³⁴ Il ne s'agit pas, on l'aura compris, de détourner les pétro-dollars des places financières de New York, Londres ou Zurich, mais d'assurer aux banquiers occidentaux (et arabes dans une moindre et inévitable mesure) un terrain de recyclage propice, c'est-à-dire politiquement acceptable pour les pays arabes et occidentaux et économiquement fertile pour l'entreprise américaine, européenne et japonaise. Ce terrain ne peut être que le monde arabe lui-même, pour autant qu'il soit préparé et organisé par le capitalisme occidental: seule façon pour ce dernier d'assurer et de contrôler un recyclage indispensable au maintien du rythme actuel de l'extraction pétrolière et de la capacité de production des économies capitalistes avancées. Il est donc nécessaire d'organiser l'économie proche-orientale de façon à ce que les hauts revenus générés dans les États à faible densité démographique puissent être investis dans des pays fortement peuplés et pauvrement pourvus. Sans nécessiter une intégration globale que les Américains ne veulent justement pas voir s'établir, le rééquilibrage économique du Proche-Orient peut n'englober qu'une partie des États de la région, dont certains pays clés comme l'Arabie séoudite d'une part et l'Égypte d'autre part. Toutefois, même limitée, cette réorganisation économique du Machrek ne peut se faire qu'à certaines conditions politiques minimales. En particulier, les États-Unis

31. Michel CHATELUS, *Stratégie pour le Moyen-Orient*, Paris, Calmann-Lévy, 1974, 303 p. Sur la stratégie américaine voir le chapitre VII (pp. 189-203) pour ce qui est de son aspect économique et le chapitre X (pp. 225-241) pour son application politique. Le livre de Chatelus est remarquable à plusieurs égards: dense, stimulant large – interdisciplinaire dans son approche, lucide. Écrit en 1973-74, il n'a rien perdu de sa pertinence pour la compréhension des tendances et les impasses actuelles. Mon analyse lui doit évidemment beaucoup.

32. C'est-à-dire entre autres, dans une situation de faible développement et de plus grandes disparités.

33. CHATELUS, *op. cit.*, p. 188 et ss.

34. *Ibid.*, Chatelus évalue que les revenus encaissés par les pays producteurs de pétrole au Proche-Orient de 1975 à 1985 devraient se monter à une somme qui se situe entre 300 et 400 milliards de dollars.

doivent éviter que les divisions qui traversent le monde arabe opposent trop vivement les deux piliers de leur politique proche-orientale (depuis surtout que l'Iran est sortie de l'orbite américaine): l'État le plus riche (Arabie séoudite) et l'État le plus peuplé³⁵ et le plus industrialisé³⁶ (l'Égypte).

Dans cette optique, le conflit israélo-palestinien garde une place centrale dans la région et dans la politique américaine. Loin de partager l'opinion de ceux qui estiment que son importance va décroissant³⁷, je crois au contraire que ce conflit reste, au plan politique, l'axe principal autour duquel s'ordonne toute stratégie proche-orientale. Cela ne signifie pas qu'il y ait nécessairement urgence pour Washington à lui trouver une véritable solution (c'est-à-dire acceptable pour la tendance majoritaire de l'OLP) contrairement à ce qu'affirme Chatelus.³⁸ L'urgence existe, mais à l'état latent, si je puis dire. À plus ou moins longue échéance, dans la quête d'une certaine forme de stabilisation socio-économique régionale nécessaire à la préservation des intérêts occidentaux au Proche-Orient, il est clair que la question palestinienne devra trouver une solution durable. En revanche il ne semble pas, dans la conjoncture actuelle,³⁹ que les États-Unis aient avantage à brusquer les choses dans ce sens. En réalité, leur situation et leurs intérêts sont, à plusieurs égards, contradictoires. Contradictions qui laissent à Washington une assez mince marge de manoeuvre et qui l'oblige à faire un feu de tout bois, – voire, dans une certaine mesure, à jouer avec le feu. Cette situation résulte de l'ambivalence qui caractérise aussi bien l'alliance avec Israël que l'impact de la question palestinienne sur la politique arabe des États-Unis.

L'alliance avec Israël n'est pas de tout repos, et, quelle que soit la hâte que pourrait éprouver l'administration américaine à trouver un règlement durable au problème palestinien, Washington serait obligé de se hâter lentement, étant donné l'énorme résistance qu'oppose sur cette voie son allié « privilégié ». En effet, l'affirmation fort répandue qu'Israël constitue un « pion de l'impérialisme américain » au Proche-Orient demande à être nuancée et scrutée sous divers angles. Sous l'angle économique, cette affirmation est tout simplement absurde; loin d'avoir été (du moins jusqu'à maintenant) un instrument de la pénétration capitaliste dans la région (à l'exception, bien sûr, de la Palestine elle-même), Israël représente indirectement une constante menace pour les intérêts économiques occidentaux dans

35. L'Égypte concentre sur son territoire presque autant d'habitants que l'ensemble du Machrek.

36. Non pas en terme de pourcentage par rapport au P.I.B. (à ce titre l'Arabie séoudite ou la Libye dépasse de loin l'Égypte, en raison des revenus du pétrole comptabilisés sous « industrie ») mais en terme de pourcentage par rapport à la population active. À ce titre, l'Égypte, avec 9% de la population active dans le secteur industriel n'est dépassée que par l'Irak et la Tunisie (Ce rapport était de 9.5% chez tous les deux). Il n'en reste pas moins que, dans l'absolu, l'Égypte abrite une production industrielle plus importante que n'importe quel autre pays arabe (extraction de pétrole non comprise, bien sûr). Pour les chiffres mentionnés ci-dessus, voir BRAHIMI, *op. cit.*, p. 22.

37. John WATERBURY et Ragaëi MALLAKH *The Middle East in the Coming Decade: From Wellhead to Well Being?*, 1980's Project, Council on Foreign Relations, New York, Mc Graw Hill, 1978, p. 1. C'est un des postulats communs aux deux auteurs, dont, par ailleurs, les analyses divergent.

38. CHATELUS, *op. cit.*, p. 240.

39. Le conflit irako-iranien en affaiblissant la position de l'OLP, paralysée par les dissensions inter-arabes, rend la conjoncture encore moins favorable pour les Palestiniens et retarde l'urgence d'autant, du point de vue américain. Mais par définition, la conjoncture est toujours susceptible de revirements brusques comme en témoigne l'assassinat de Sadate.

le monde arabe. Au plan politique, en revanche, le « pion » israélien est moins nettement négatif, car il constitue un indiscutable facteur de dissensions et d'affaiblissement parmi les gouvernements arabes. Mais il faut bien reconnaître que les contradictions inter-arabes ne résultent pas toutes, loin de là, du sionisme, et que ce dernier n'est pas un outil indispensable à l'impérialisme pour diviser les forces politiques de la région. À bien des égards, la situation serait politiquement plus simple et plus facile pour la Maison Blanche si Israël n'existait pas.⁴⁰ En fin de compte, le seul véritable « atout » qu'offre ce dernier (encore qu'il puisse se modifier à long terme avec l'« orientalisation » progressive de la population israélienne), ce sont les racines occidentales des dirigeants sionistes, qui en font des alliés indéfectibles et fiables pour le cas où un conflit généralisé éclaterait dans la région, qui risquerait de mettre les États-Unis aux prises avec l'URSS. Israël constitue un excellent porte-avion sur terre ferme, et son armée est sans doute l'une des meilleures (qualitativement) de l'Occident. Mais cela signifie qu'Israël n'est un pion utile que dans l'hypothèse la plus défavorable ; car, en soi, le déclenchement au Proche-Orient d'une guerre généralisée aux conséquences imprévisibles représenterait une défaite économique et politique pour les pays occidentaux, qui, après les peuples mêmes de la région, sont ceux qui auraient le plus à perdre dans une telle aventure. Si l'on souscrit à cette appréciation, l'instrument politique que peut constituer Israël pour l'impérialisme américain apparaît pour le moins dangereux, du moment qu'il peut lui-même devenir le détonateur du genre de conflit armé qu'il faut absolument éviter. D'autant plus dangereux que l'État sioniste, loin d'être une marionnette soumise aux désirs de Washington, est mû par une volonté et des objectifs propres. C'est, bien davantage, Israël qui a montré qu'il disposait, à travers la diaspora et l'opinion publique américaine, d'un levier appréciable sur la Maison Blanche, au point que le Département d'État, s'est très souvent senti gêné dans l'élaboration de sa politique proche-orientale par des contraintes de politique intérieure.⁴¹ C'est dire que le gouvernement américain n'a pas d'autre choix que de tenter de jouer la carte israélienne le plus intelligemment possible, puisqu'il ne peut la retirer de son jeu.⁴²

Compte tenu de cette contrainte, il est logique que les États-Unis, incapables de résoudre la question palestinienne, s'en servent comme d'un instrument de leur politique à l'égard du monde arabe. Plutôt que de mettre fin au conflit israélo-palestinien, il s'agit d'en contrôler le cours et de veiller à ce que son évolution s'insère dans les visées américaines. On a vu, en effet, que si les États-Unis n'ont aucun intérêt à voir s'unir le monde arabe, il leur est important que les gouvernements arabes pro-occidentaux puissent maintenir leur allégeance et, plus particulièrement, que les deux pays clés que constituent l'Arabie saoudite et l'Égypte

40. Les sérieuses difficultés que le président Reagan a éprouvées dans la vente des Awacs à l'Arabie saoudite sont à cet égard très éloquentes.

41. Voir le recueil que le Département d'État a publié sur sa politique au Proche-Orient au cours de l'immédiat après-guerre : *Foreign Relations of the United States*, 1948, Vol. V, « The Near East, South Asia and Africa », part II.

42. Dans l'absolu il le peut, évidemment. Mais l'administration américaine qui déciderait de laisser totalement tomber Israël, si nécessaire, ne pourrait être le gouvernement de l'Amérique qu'on connaît aujourd'hui. Pareille politique impliquerait de très importants changements dans la société américaine ou trahirait une situation réellement désespérée des États-Unis face au monde arabe.

parviennent au moins à cohabiter voire à coopérer ensemble avec l'Occident. Cette coopération n'est possible qu'aussi longtemps que la question palestinienne ne divise pas trop profondément Riyad et le Caire, même si par ailleurs elle accentue les clivages qui séparent les gouvernements « modérés » des gouvernements « radicaux ». Arme à double tranchant que cette question, qui ne demeure « utilisable » qu'aussi longtemps qu'aucune crise majeure n'éclate à son propos. La meilleure façon de l'éviter, pour les États-Unis, consiste à donner l'illusion qu'on accomplit des progrès vers la paix. Telle est la fonction du dialogue israélo-égyptien patronné par Washington en vertu des accords de Camp David. Sans doute, la paix bilatérale de Camp David a paru de prime abord diviser gravement les gouvernements arabes pro-occidentaux et isoler le Caire de l'ensemble du Machrek, y compris de l'Arabie séoudite,⁴³ du moment que Washington ne parvenait pas à obtenir de Riyad (pas plus que d'Amman d'ailleurs) une prise de position positive en faveur du processus de Camp David. Mais cette réserve séoudienne, à l'usage, se révèle beaucoup moins négative qu'elle n'est apparue dans un premier temps.⁴⁴ En fait, elle permet à l'Arabie séoudite d'exercer un rôle de modérateur implicite entre l'Égypte et le front du refus (Syrie, Libye, Algérie et Yémen du Sud) et de garder son autorité auprès des gouvernements modérés qui (comme la Jordanie) refusent ou craignent de s'aligner sur la politique égyptienne.⁴⁵ La guerre irako-iranienne nous montre par ailleurs, si l'on en avait besoin, que Camp David n'est pas nécessairement destiné à rester longtemps l'objet du principal clivage inter-arabe et que les impératifs de la cause palestinienne, bien s'en faut, n'incitent guère ses ténors, adversaires en apparence les plus résolus de la politique égyptienne (Syrie, Libye, Irak), à dépasser leur mésentente et leurs rivalités; bien au contraire, puisqu'ils tentent même d'utiliser dans leurs querelles une OLP de plus en plus paralysée par la conjoncture. Ainsi, la lutte que mène l'OLP ne parvient pas forcément à catalyser efficacement les forces arabes qui se disent anti-impérialistes. Dans ce contexte, la politique de Camp David peut être momentanément évaluée comme une réussite pour les États-Unis, car tout en divisant le monde arabe, elle met Washington en position de médiation entre les deux pays dont il a le plus besoin pour résoudre les problèmes que la région pose aux économies occidentales. Le souci politique principal de la Maison Blanche consiste donc à limiter autant que possible les esclandres et les provocations israéliennes (comme la résolution de la Knesset sur Jérusalem) en attendant que le retour éventuel des travaillistes au pouvoir enlève à l'attitude du gouvernement actuel sa « franchise » par trop criante. Et si Washington n'y parvient

43. C'est ainsi que, peu après la conclusion des accords de Camp David, le Caire doit mettre au rancart le projet d'industrie arabe d'armement qu'il se proposait de réaliser conjointement avec l'Arabie séoudite (*Le Monde*, du 30 octobre 1978).

44. Voir *Le Monde*, du 20 mars et du 21 mars 1979. Tout en condamnant la paix séparée israélo-égyptienne (consacrée par un traité sur le contenu duquel les gouvernements israélien et égyptien se mettent d'accord dès le 15 mars), le gouvernement séoudien continuera à aider le Caire et ne pratiquera à son égard qu'un boycottage sélectif.

45. Cette autorité ou cette influence de l'Arabie séoudite, on le voit à l'occasion des tensions syro-jordanienes, s'exerce aussi à l'endroit de Damas en raison de l'aide financière que lui accorde Riyad, notamment pour équiper l'armée syrienne et lui permettre de se maintenir au Liban. *Le Devoir*, 4 décembre 1980. Le « Plan Fahd » présenté le 8 août 1981 comme la contribution de l'Arabie saoudite à la solution de la question palestinienne, s'inscrit parfaitement dans ce rôle de modérateur.

pas, il doit alors « protéger » ses alliés arabes des retombées des actions israéliennes en prenant publiquement position contre elles.

Tout cela – outre les considérations de politique intérieure – explique la nature modérée des pressions que les États-Unis exercent sur Israël. Bien qu'il soit souhaitable à long terme d'en arriver à stabiliser le peuple palestinien, sa résistance, à l'heure actuelle, ne constitue pas un obstacle infranchissable sur la voie du développement à l'américaine de la région. Les États-Unis et l'Occident en général sont d'autant moins pressés de résorber à tout prix les tensions qui travaillent le Proche-Orient – dans la mesure, bien entendu, où elles demeurent dans des limites raisonnables⁴⁶ – que le « développement » de la région nécessite du temps et que, en attendant, les divers brûlots proche-orientaux contribuent à leur façon au recyclage des pétro-dollars. Car les conflits et les menaces de guerre procurent d'intéressants marchés aux industries d'armements occidentales. Pour la seule année 1977, leurs trois principaux clients dans la région (Israël, Égypte et Arabie séoudite) totalisent des dépenses militaires de plus de neuf milliards de dollars (au taux de 1973).⁴⁷ Et la militarisation du Proche-Orient, jointe aux énormes surplus de capitaux des exportateurs de pétrole, en fait un des principaux marchés d'armement du monde.⁴⁸

Bien que très substantiel, le marché des armes ne suffit évidemment pas à absorber une proportion suffisante de pétro-dollars, et la mise en oeuvre par les États-Unis et les autres pays occidentaux d'une politique de développement proche-orientale reste, pour eux, prioritaire. En ce moment les Américains paraissent bien placés pour conduire cette opération. Mais si la conjoncture leur est favorable aujourd'hui, elle n'offre aucune certitude à long terme. Car l'essentiel de la politique américaine repose en définitive sur la solidité des régimes égyptien et séoudien et sur la stabilité sociale des deux pays en cause. Or les États-Unis ne disposent de ce côté d'aucune sorte de garantie, comme l'a montré la révolution iranienne. On observe même en Égypte et en Arabie séoudite des manifestations de mécontentement et d'instabilité que d'aucuns interprètent comme des signes avant-coureurs de bouleversements socio-politiques importants.⁴⁹ De pareils bouleversements forceraient sans doute les États-Unis à recevoir leur stratégie. Mais, en tout

46. On voit en effet que ce qui préoccupe les États-Unis dans le conflit irako-iranien ce n'est pas tant le conflit lui-même que l'extension qu'il pourrait prendre (avec notamment, le risque de la fermeture du détroit d'Ormuz). La même observation vaut pour le conflit libanais : aussi longtemps que celui-ci ne dégénère pas en affrontement armé israélo-syrien, il joue un rôle utile de soupape de sûreté, puisqu'il tient Syriens et Palestiniens occupés dans une sorte de manège politico-militaire que les Phalanges voire Israël peuvent toujours relancer en temps opportun.

47. *World Armaments and Disarmament. Sipri Yearbook 1979*. Stockholm International Peace Research Institute 1979, p. 41. Il faut savoir que ces chiffres (en dollars constants de 1973) ne comptabilisent pas l'aide militaire reçue (notamment par Israël), laquelle aide figure au budget des États donateurs. On aura noté que ni l'Iran (dont les dépenses militaires se chiffrent à 4,7 milliards de dollars pour la même année) ni la Jordanie ni les émirats du golfe ne sont compris dans mon calcul.

48. En 1978, le Machrek plus l'Iran (donc, Turquie et Maghreb non compris) constituent la région importatrice d'armes lourdes la plus importante du tiers monde : elle en importe pour 6,5 milliards de dollars (au taux de 1975), soit près de la moitié de tout le tiers monde (*Sipri Yearbook 1979*, *op. cit.*, p. 171). Par habitant, le Proche-Orient dépense autant en 1977, que les pays de l'OTAN soit 250 dollars annuellement par tête (*Ibid*, p. 1.).

49. Voir dans *Afrique-Asie* du 10 au 23 novembre 1980 l'article de Ghassan IBRAHIM sur l'Arabie séoudite, « Un champ de mines », pp. 20-21 et l'interview de khaled MOHIEDDINE par Sobhi Chafik sur l'Égypte, « À l'heure de l'alternative », pp. 23-25.

état de cause, la portée de ces changements dépendrait en partie des liens qui pourraient s'établir entre les nouveaux régimes susceptibles de s'établir au Caire ou à Riyad et l'Union soviétique.

IV – L'URSS ET LE PROCHE-ORIENT

Depuis que l'URSS est intervenue militairement en Afghanistan, on est tenté d'analyser toute sa politique au Proche-Orient sous l'angle de cette intervention. L'angle d'approche n'est pourtant pas forcément le plus révélateur des véritables enjeux et intentions soviétiques dans la région. Quoique situé à la périphérie de la zone du golfe arabo-persique, l'État afghan ne fait pas à proprement parler partie du Proche-Orient et n'est pas en soi d'un intérêt primordial pour les grandes puissances; en outre, les motifs de l'invasion soviétique peuvent relever tout autant de la doctrine de la souveraineté limitée ou de préoccupations relatives à la Chine que de visées stratégiques proche-orientales.⁵⁰ Avant donc de voir dans l'affaire afghane le tournant d'une nouvelle politique expansionniste et agressive, il faut la situer dans une perspective plus large, tenir compte du passé et des intérêts globaux de l'URSS dans la région. L'hypothèse d'un tournant n'est pas exclue, mais elle ne saurait être étayée par la seule invasion de l'Afghanistan. Encore faudrait-il montrer de façon convaincante que cette invasion s'inscrit réellement dans un vaste dessein de mainmise sur le golfe, comme certains l'affirment un peu vite.

Au cours des dix dernières années, la politique soviétique au Proche-Orient, quoique perçue en Occident comme porteuse d'une menace redoutable, a enregistré davantage d'échecs que de succès⁵¹ et a été marquée au coin d'une certaine prudence⁵². Quant à ses enjeux, ils apparaissent à la fois considérables et difficiles à cerner. D'un point de vue économique en effet, le Proche-Orient n'offre pas pour Moscou un intérêt comparable à celui qu'il représente pour l'Occident et le Japon. Ce n'est pas dans le golfe que le Kremlin trouvera la clé de ses problèmes énergétiques, mais, depuis surtout que la Sibérie semble devoir se confirmer comme le plus grand réservoir d'hydrocarbures au monde⁵³, dans la maîtrise de la technologie qui lui permettra d'exploiter ses énormes gisements.

Faut-il en déduire que les enjeux soviétiques sont de nature essentiellement stratégique? Dans cette perspective, l'URSS poursuivrait tout simplement les ambitions séculaires des tsars depuis Pierre le Grand: l'accès aux mers chaudes. Mais la nécessité de cet accès, traditionnellement, ne posait pas tant la question du golfe que celle des Dardanelles et du Bosphore, où, pas plus tard qu'en 1945, Staline tentait en vain d'obtenir de la Turquie une base navale. Il semble toutefois que, depuis

50. Voir à cet égard Jacques LÉVESQUE, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Paris, Armand Colin (collection « U »), pp. 310-312.

51. Robert O. FREEDMAN *Soviet Policy Toward the Middle East Since 1970*, Revised Edition, New York, Praeger Publishers, 1978, p. 334.

52. Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, *La politique soviétique au moyen-orient 1955-1975*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1975, p. 317.

53. Voir *Le Devoir* du 6 décembre 1980: le *Bulletin de l'Industrie pétrolière* (publié le 5 décembre à Paris) annonce la découverte en Sibérie du plus important gisement de pétrole au monde (619 milliards de tonnes), dont la moitié serait de très bonne qualité et exploitable directement.

lors, Moscou en ait fait son deuil. Resterait ainsi le golfe arabo-persique qui, malgré son éloignement des frontières soviétiques, présente une alternative d'accès que la « déstabilisation » de l'Iran peut rendre tentante. Avant de bâtir des scénarios sur ce canevas, cependant, il faut questionner la nécessité même de cet accès terrestre direct, immédiat, aux mers chaudes. Sans nier l'existence d'une continuité entre les politiques étrangères tsariste et soviétique, il faut accueillir avec prudence des explications qui ne recourent qu'aux ambitions dites historiques. Les ambitions, les moyens de les réaliser, changent avec les situations. De puissance européenne, la Russie est devenue, sous le régime soviétique, puissance mondiale. Ce passage n'est pas tant le fruit des acquisitions territoriales réalisées à l'occasion de la Deuxième Guerre mondiale (dont certaines ne constituaient en fait qu'un retour des territoires perdus lors de la première) que le résultat d'un intense développement des forces productives, notamment dans l'industrie lourde, des efforts déployés pour maîtriser les technologies de pointe indispensables à toute puissance moderne. Ainsi, l'état de la marine soviétique en 1980 n'est en rien comparable à ce qu'il était il y a moins de vingt ans.⁵⁴ L'ampleur et la mobilité de cette marine met fin à un autre mythe, selon lequel l'URSS serait condamnée de par sa situation géographique à demeurer une puissance de nature essentiellement continentale. Le fantastique développement qui a permis qu'aujourd'hui la flotte de guerre soviétique puisse se mesurer dans l'Océan indien à celle des États-Unis ne doit rien à un quelconque contrôle terrestre direct que Moscou se serait acquis sur les détroits turcs ou sur les rives du golfe arabo-persique. C'est dire que ce type de contrôle n'était pas une condition *sine qua non* du déploiement maritime soviétique. Au contraire, l'accès de l'URSS aux mers chaudes résulte de l'application rigoureuse d'un gigantesque programme de construction navale. Sans doute fallait-il encore disposer d'un certain nombre de points d'appui logistiques (ravitaillements, réparations, etc.). Mais à cet égard l'URSS ne se trouvait pas dans une situation très différente de celle des États-Unis, si ce n'est qu'elle était nouvelle venue sur ce terrain de compétition. Et de fait elle dispose aujourd'hui dans l'Océan indien d'aménagements comparables à ceux des Américains.

Dès lors, la question qui se pose n'est pas tant de savoir comment l'URSS peut accéder aux mers chaudes mais plutôt: que compte-t-elle faire de sa puissance accrue dans ces dernières? Avant d'en conclure à des desseins hégémoniques, il faut se rappeler que, par sa présence navale dans la région, l'Union soviétique ne fait qu'établir un équilibre. Et, qui plus est, un équilibre dans une zone, son flanc sud, où les États-Unis ont tenté dès 1955 d'ériger, notamment avec le pacte de Bagdad, un cordon sanitaire qui rappelle celui que la France et l'Angleterre ont voulu tirer en Europe orientale après la Première Guerre mondiale pour isoler le régime bolchévique. Il ne me paraît donc pas possible d'affirmer qu'il y a tentative mûrement planifiée de mainmise soviétique sur le Proche-Orient. Sans nécessairement vouloir mettre la main sur le golfe, l'URSS cherche évidemment à accroître son influence

54. Voir *Soviet Naval Policy*, edited by Michael McGwire *et al.*, New York, Praeger Publishers, 1975, notamment les chapitres 22, 23, 28 et 33. Dans ce dernier, intitulé « Command of the Sea in Soviet Naval Strategy », McGwire conclut, p. 634: « The Soviet Union is not challenging the United States for command of the sea. But it is challenging the command that the Western navies used formerly to exercise, through default of any opposition ». (souligné dans le texte).

dans la région et, à cette fin, ne peut que tirer profit de l'amélioration globale de sa position stratégique dans le monde (et pas seulement dans l'Océan indien). Encore une fois, le raisonnement purement stratégique (au sens militaire) ne mène pas très loin; et il en va ici de l'URSS comme des États-Unis, même si pour la première, ainsi qu'on l'a vu, le terrain stratégique est celui qui lui est relativement le plus favorable dans la confrontation Est-Ouest. Car la force armée d'un État, si grand soit-il, n'a de sens qu'en tant que moyen d'augmenter sa marge de manoeuvre politique ou de préserver ses intérêts vitaux, sans qu'il lui faille nécessairement recourir à l'action militaire. On voit même parfois que, pour une grande puissance, l'usage direct et massif de la force peut constituer un signe de faiblesse, un aveu d'échec politiques (comme en témoignent éloquemment les interventions au Vietnam, en Tchécoslovaquie, en Afghanistan, etc.).

Ainsi, guère plus que l'Occident, l'URSS n'a-t-elle avantage à risquer un conflit généralisé au Proche-Orient. En proposant aux Occidentaux de signer, avec l'accord des pays concernés, un pacte de non-intervention dans la région du golfe,⁵⁵ Brejnev confirme la volonté de l'URSS de chercher à assurer la sécurité et la stabilité aux abords immédiats de son empire, pourvu, bien entendu, que cette sécurité ne soit pas organisée contre elle. Cela dit, tout en veillant à la stabilité des pays limitrophes de ses frontières méridionales, l'URSS ne manquera pas d'exploiter toute possibilité raisonnable d'y accroître son influence politique. C'est pourquoi elle ne peut que suivre avec vigilance et prudence l'évolution de la situation en Iran et déployer tous les efforts, hormis une intervention directe, pour y rétablir un ordre politique qui lui soit aussi proche que possible. Car malgré son conservatisme foncier et quels que puissent être ses doutes sur l'efficacité économique du « socialisme existant réellement », l'élite dirigeante soviétique croit encore à l'opportunité politique de favoriser l'implantation de systèmes qui s'inspirent du modèle soviétique partout où la chose est réalisable. Comme le souligne Jacques Lévesque en conclusion de son récent ouvrage sur la politique internationale de l'URSS :

On touche ici à l'importance primordiale du politique et de l'idéologique dans une société comme celle de l'URSS, où les objectifs politiques ont toujours justifié toutes les déficiences et où l'idéologie avec ses finalités historiques et tous les avantages qu'elle peut s'assurer, notamment sur le plan international, constitue la principale source de légitimité du Parti soviétique.⁵⁶

Le messianisme idéologique du parti communiste de l'URSS sait toutefois faire la part des choses, et, dans ses relations avec ses alliés proche-orientaux, l'État soviétique n'a pas hésité à subordonner les intérêts des communistes locaux à la consolidation de ces alliances.⁵⁷ Cette souplesse provient sans doute en partie de ce que la faible compétitivité économique de l'URSS impose des limites à ce qu'elle peut offrir sur ce plan aux régimes qu'elle soutient et que, dans ces circonstances, l'idéologie reste un véhicule d'influence insuffisant. Il faut donc que l'alliance

55. Voir *Le Devoir* du 11 décembre 1980. Notons que l'offre est habile: l'URSS n'a pas grand-chose à y perdre militairement et ne peut qu'en tirer des bénéfices politiques (qu'elle soit acceptée ou refusée par l'Occident).

56. Jacques LÉVESQUE, *op. cit.* p. 329.

57. Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE, *op. cit.* p. 223 ss et Robert FREEDMAN *op. cit.* pp. 22-24.

soviétique se manifeste concrètement, et le meilleur terrain sur lequel cette alliance peut faire la preuve de son utilité est le domaine de l'assistance militaire. Car c'est dans la production des armements que l'URSS peut rivaliser le plus efficacement avec la technologie occidentale.

C'est pourquoi l'URSS exerce son influence surtout sur le plan politico-militaire, en tant que pourvoyeuse d'armements⁵⁸ et d'idéologie. C'est pourquoi également le conflit israélo-arabe, plus que tout autre facteur, a permis à Moscou de prendre pied au Proche-Orient, du moment que seul le Kremlin pouvait faire contrepoids à l'arsenal américain où puisait Israël. Il est vrai que cette assistance militaire a coûté cher à l'URSS⁵⁹ et ne lui a pas rapporté non plus tous les bénéfices politiques escomptés. L'aide militaire soviétique a perdu un peu de son attrait du moment que le pourvoyeur hésitait à fournir les armes offensives les plus perfectionnées et qu'il n'avait pas, par ailleurs, les moyens politiques de faire avancer le conflit vers une solution. Telle est du moins la conclusion à laquelle en était arrivée l'Égypte de Sadate. Et la situation nouvelle créée par la paix israélo-égyptienne paraît à certains égards irréversible.⁶⁰

Est-ce à dire que l'influence soviétique dans le Machrek a irrémédiablement atteint ses limites? Rien n'est moins sûr. Ici encore, les chances de l'URSS dépendent en partie de l'évolution du conflit israélo-palestinien et, surtout, de l'orientation que pourrait prendre un nouveau régime au Caire et, plus encore, à Riyad. Sans qu'un régime séoudien plus progressiste bascule nécessairement dans le camp soviétique, il pourrait, avec la complicité de l'URSS, se lancer dans une course aux armements épuisante pour Israël, dont, déjà, la situation économique ne cesse de se détériorer⁶¹. Moscou aurait de bonnes raisons de se prêter à ce jeu et d'alimenter la course: elle ferait affaire avec des clients hautement solvables, capables de lui fournir en contrepartie, outre des devises fortes, le supplément de pétrole que l'économie soviétique pourrait avoir momentanément besoin d'aller chercher à l'extérieur; enfin cette escalade donnerait à Moscou un poids accru dans la recherche d'une solution politique au conflit⁶².

À la lumière de ce qui précède, on voit que l'influence soviétique au Proche-Orient dépend bien davantage de l'évolution interne des pays de la région que des

58. L'offre de pacte de non-intervention dans le golfe que Brejnev a faite le 10 décembre à New Dehli prévoit les principes suivants: libre circulation dans le golfe, non-ingérence dans les affaires intérieures des pays riverains, non-alignement de ces pays, interdiction aux puissances extérieures d'installer des bases militaires dans la région; mais, à l'exception des armes nucléaires, il ne serait interdit à aucune puissance d'y faire le commerce des armes. *Le Devoir*, 11 décembre 1980.

59. Robert FREEDMAN, *op. cit.* p. 20.

60. Même en cas de renversement du régime actuel, il n'est pas certain qu'un nouveau gouvernement au Caire prenne le risque de dénoncer le traité de Washington qui en Égypte pourrait se réjouir de voir Israël réoccuper tout le Sinaï et menacer de nouveau le canal de Suez?

61. Pour les chiffres les plus récents sur la situation économique en Israël, voir *Le Devoir* du 6 décembre 1980: à la fin de l'année 80, l'inflation atteint 200%, la dette extérieure se monte à près de 20 milliards de dollars (quatre milliards de plus que le produit intérieur brut), soit plus de 5000 dollars par habitant. Le budget de la défense contribue beaucoup à cette situation en englobant 31% du PIB. Quant au service de la dette extérieure, il absorbe 30% du budget national.

62. L'hypothèse est plausible: aujourd'hui déjà, Riyad, malgré son anti-soviétisme notoire, contribue à financer les achats d'armements syriens auprès de l'URSS (*Le Devoir* du 4 décembre 1980). C'est dire que pour l'URSS aussi le commerce des armes au Proche-Orient peut devenir très rentable.

initiatives du Kremlin. Et, quelle que soit cette évolution, elle lui permettra dans le meilleur des cas de regagner le terrain perdu depuis 1973, peut-être un peu plus. En tout état de cause, en effet, une croissance éventuelle de la présence soviétique au Proche-Orient ne peut que susciter méfiance et résistance de la part même des alliés de l'URSS, comme le montrent les réactions qu'a suscitées l'affaire afghane. Ce n'est pas parce que l'Occident a beaucoup à perdre dans la région que l'URSS bénéficierait nécessairement d'un recul américain. Certes, la polarisation des forces dans le monde est telle qu'une perte pour un camp paraît aussitôt entraîner un gain pour l'autre. Mais cela n'est vrai que dans une certaine mesure, dans la mesure où tout affaiblissement des positions de l'un renforce *ipso facto* la situation relative de l'adversaire, et cela ne signifie pas qu'un pays doit inévitablement basculer d'un camp dans l'autre parce qu'il a décidé de modifier ses orientations. Sans doute, l'histoire récente montre qu'il a été très difficile aux pays du tiers monde de se tenir sur une ligne médiane entre les deux blocs. Les affres du non-alignement en témoignent. Mais précisément, en raison de son potentiel exceptionnel, le Proche-Orient peut tenter avec succès d'échapper à cette terrible logique bipolaire; pour autant que ses principaux pays (Iran, Arabie séoudite, Irak, Égypte, Syrie), sans nécessairement s'accorder sur tous les plans, parviennent à élaborer leurs stratégies politiques et économiques en fonction d'abord des intérêts de la région.

CONCLUSION

Les principaux pays du Proche-Orient jouissent ensemble (et certains isolément) d'un potentiel unique, d'une situation privilégiée par rapport au reste du tiers monde. L'impérieux besoin qu'ont les pays capitalistes industrialisés de leurs ressources énergétiques placent les producteurs de pétrole dans une situation de négociation d'autant plus forte que l'Occident, pas plus que l'URSS, ne peut se permettre d'utiliser ouvertement et massivement la force pour défendre leurs intérêts dans la région, du moment que la guerre, en elle-même, représente la plus grave menace qui puisse peser sur ces intérêts. À ce potentiel économique s'ajoute un atout d'un autre ordre: un ferment culturel commun susceptible de servir de base subjective à une solidarité régionale.

Les divisions politiques, exploitées tour à tour par les deux grandes puissances, et l'inégalité de la répartition des ressources proches-orientales constituent les deux principaux obstacles à cette solidarité. Car la mise en valeur de la situation favorable du Proche-Orient implique un minimum d'entente sur une ligne économique et politique entre, au moins, les principaux producteurs de pétrole de la région. Jusqu'ici, l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) en conjonction avec l'OPEP a surtout servi à accroître les revenus des États pétroliers, et son efficacité semble avoir été possible seulement parce que chacun de ces États bénéficiait individuellement du cartel, en dépit des divergences qui s'y manifestaient⁶³. Pour l'instant, la solidarité arabe n'a pas semblé pouvoir aller plus loin. Et ses progrès s'annoncent d'autant plus problématiques que les dissensions inter-

63. The-Hiep NGUYEN, « la stabilité de l'OPEP », in *Études internationales*, vol. X, no 3, septembre 1979, pp. 503-526.

arabes n'épargnent même pas, bien s'en faut, les régimes censés puiser à une idéologie commune (comme la Syrie et l'Irak, par exemple). Pourtant cette solidarité, l'effort vers une stratégie concertée est la seule chance qui s'offre aux peuples du Proche-Orient et, au-delà, à ceux du tiers monde tout entier.

En effet, le Proche-Orient a, je crois, valeur d'exemple. De la forme que prendra son avenir dépendront peut-être la tournure des relations Nord-Sud en général et, par conséquent, l'orientation du système mondial dans son ensemble. Si, privilégié entre toutes les régions du tiers monde, le Proche-Orient ne parvient pas d'ici la fin du siècle à prendre lui-même en main son développement et à jouer en sa faveur de l'équilibre des forces Est-Ouest, quelle autre région du Sud y parviendra-t-elle? Ce qui est en jeu en fin de compte, c'est la capacité du tiers monde à s'engager sur la voie d'un développement qui corresponde à ses propres besoins et à ses priorités; non pas pour autant un développement en vase clos (pratiquement impossible), mais un développement relativement auto-centré avec le concours technologique sélectif de l'Occident et de l'URSS, sélection faite en fonction des nécessités des peuples concernés et résultant d'une négociation permanente que les principaux producteurs de pétrole du Proche-Orient sont virtuellement capables de mener d'égal à égal avec les puissances industrielles. Au-delà de la création d'un nouveau pôle de développement, cette politique offrirait à la région et au monde le meilleur gage possible de sécurité et de stabilité. Aussi longtemps que le Proche-Orient restera déchiré, au contraire, par les rivalités où s'acharnent les gouvernements actuels, les incertitudes et les tentations que suscitent inmanquablement ces divisions en feront une zone de confrontation dangereuse pour les grandes puissances. Or les divisions risquent fort de se perpétuer si la plupart des régimes en place se maintiennent au pouvoir et si des élites à la conscience nationale plus large ne prennent pas la relève. Aucun des régimes des principaux pays du Machrek (Arabie séoudite, Irak, Syrie, Égypte) ne jouit d'une base sociale étendue et solide, d'un véritable consensus populaire. Dans ces conditions, toutes les aventures (y compris les plus aberrantes, comme celle de l'Irak en Iran) sont possibles. Mais en même temps les espoirs restent permis: la faiblesse des pouvoirs en place indique peut-être que des changements politiques, sous la poussée du mécontentement des masses, ne sont pas exclus. À cet égard le renversement du Shah en Iran – indépendamment du cours pris par la révolution islamique – demeure significatif. Rien n'est joué ni en Iran, ni dans l'ensemble de la région, et l'Islam reste potentiellement une force de ralliement populaire et de progrès, ne serait-ce que par l'instrument de lutte qu'il peut devenir aux mains des masses dans leur résistance face aux impérialismes.

Mais le temps presse. Les ressources énergétiques dont dispose le Proche-Orient ne dureront pas toujours, ni le pouvoir de négociation qu'elles donnent à leurs détenteurs. Devant cette urgence, devant la nécessité d'un minimum de concertation régionale, les pays arabes qui comptent, doivent commencer par se mettre d'accord, entre eux et avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), sur une stratégie commune à l'égard de la question centrale qui n'a cessé de les diviser: la question palestinienne. Il s'agit à la fois d'un test et d'un prérequis. Test quant à la possibilité d'une concertation. Prérequis à toute autre entreprise régionale significative. Ce préalable, personne n'en doute, est de taille: la brisure inter-arabe provoquée par les accords de Camp David est très difficile à réparer. Pour

surmonter cet obstacle, il faudrait d'une part que l'Égypte, tout en sauvegardant ce que lui restitue le traité de Washington, admette à la face du monde arabe l'échec du processus de Camp David en ce qui a trait à la question palestinienne, échec dont elle a brillamment contribué à faire la preuve, et, d'autre part, que les autres États arabes, notamment la Syrie, acceptent le fait accompli de la paix israélo-égyptienne. C'est à ce prix que pourra enfin s'élaborer avec l'OLP une politique arabe ferme et réaliste, seule susceptible de faire véritablement avancer la cause palestinienne. Et c'est sur cette cause que se joueront l'indépendance et la cohésion minimales nécessaires au développement et au mieux être des peuples du Proche-Orient.